

Vu par...

Françoise Grossetête, Député européen, Vice Président du Groupe du PPE-DE, Adjoint au Maire de Saint-Etienne

L'une des carences françaises est la très mauvaise image qui entourait jusqu'à peu le mot "lobby" : tractations secrètes pour les uns, séduction accrue voire corruption pour les autres, ces connotations négatives ont pendant des années retardé l'émergence d'une véritable culture d'influence au sein des structures privées, associatives ou autres.

Au contraire, les anglo-saxons ont depuis très longtemps compris tout l'intérêt d'une présence quotidienne au sein des Institutions européennes. Ils ont développé leurs propres réseaux, postulé aux postes stratégiques, défini de véritables stratégies d'approche des dossiers. Forcément, la langue anglaise s'est imposée dans les négociations, les réunions de travail, et sur ce point les françaises et les français peinent, par manque de confiance, à s'exprimer dans la langue de Shakespeare.

L'autre grand défaut de la France a été de ne pas suivre l'évolution des pouvoirs et de rester en vase clos en pensant que tout se décidait encore à Paris. Que de temps perdu...

Heureusement, depuis quatre ans environ, le lobbying français a pris ses marques à Bruxelles. Il est plus présent, davantage professionnel, mieux organisé. Lorsque nous recevons les représentants des entreprises, des associations, des collectivités locales, nous avons face à nous des français qui connaissent le fonctionnement du Parlement européen, de la Commission et du Conseil. Le discours a changé également. Il ne s'agit plus de crier "au loup" en argumentant sur l'éventuel pseudo-désastre qu'une directive entraînerait sur une activité, mais bien d'apporter une valeur ajoutée, de s'inscrire dans l'expertise et d'apporter des propositions constructives.

Oui, je commence à être fière du lobbying français qui rattrape son retard. Sur certains dossiers clés, comme celui concernant le secteur de l'industrie pharmaceutique, de l'automobile ou bien encore de l'agroalimentaire, pour ne prendre que ces exemples, l'activité française de "persuasion" est reconnue, appréciée et les propositions davantage retenues. D'autre part, nombreux sont celles et ceux qui ont compris l'urgence d'une représentation permanente à Bruxelles. Disons la vérité : les décisions importantes, celles qui ont une conséquence directe sur les activités, sont prises à Bruxelles, et plus forcément à Paris.

Le lobby français sera d'autant plus efficace que les députés européens seront présents, pas uniquement dans l'hémicycle et au sein d'intergroupes - dont la capacité d'influence n'est pas toujours démontrée - mais bien aux postes clés : à la présidence de commissions parlementaires législatives, à

la vice présidence de groupes politiques, à la coordination des commissions,...

Enfin, ce lobby français sera plus amplifié encore si l'Europe s'inscrit comme un sujet à part entière dans les discussions nationales et ne soit plus le "bouc émissaire" idéal à tous les maux de la société française.